

1

Revenu et richesse : quelles différences ?

Pour étudier les inégalités de revenu, il est essentiel de bien saisir certains concepts clés, notamment la différence entre le revenu et la richesse, ainsi que la définition et les instruments de mesure des inégalités et de la pauvreté.

Thèmes clés

Pendant des siècles, les enfants anglais ont chanté la comptine « *Tinker, Tailor* » pour s’amuser à désigner celui ou celle qu’ils pourraient épouser. Tout en dénombrant des noyaux de cerise ou des pétales de marguerite, ils entonnaient cet air toujours familier :

*Tinker, tailor, soldier, sailor,
Rich man, poor man, beggarman, thief*¹.

Cette chanson, qui remonte au moins à 1475, nous rappelle que les inégalités économiques ont constitué un thème récurrent pendant une grande partie de l’histoire de l’humanité. Autrement dit, c’était chose courante que certains possèdent plus que d’autres. Mais l’importance de ces inégalités a considérablement varié. En Europe du Nord, par exemple, l’écart entre les riches et les pauvres reste, aujourd’hui encore, relativement faible par rapport aux autres pays développés. Ailleurs, comme aux États-Unis, en Turquie, en Chine et dans les pays d’Amérique centrale et d’Amérique du Sud, cet écart est généralement beaucoup plus marqué.

Pourquoi est-ce important ? Nous examinerons plus loin dans ces pages les effets des écarts de revenu sur nos économies et nos sociétés. Pour l’instant, contentons-nous de dire qu’il est nécessaire de comprendre comment les ressources économiques sont réparties dans la société pour déterminer dans quelle mesure les gens se trouvent au cœur ou en marge du système économique.

Deux concepts sont particulièrement importants pour dresser le tableau des ressources économiques d’une personne : **le revenu et la richesse**. Le revenu correspond aux flux monétaires qui entrent dans le ménage, qu’ils proviennent d’un employeur, de l’entreprise qu’on possède, qu’il s’agisse de prestations sociales, de loyers tirés de propriétés, etc. La richesse est essentiellement constituée de ce que la personne a épargné, et elle est généralement plus importante – et répartie de manière plus inégale – que le revenu. La richesse a une certaine importance, mais, à certains égards, le revenu en a plus encore : c’est habituellement un meilleur indicateur des ressources économiques dont dispose une personne au quotidien.

La tâche consistant à **mesurer les inégalités de revenu (et de richesse)** est un véritable défi. Il est également difficile de représenter de façon parlante les résultats obtenus. L'instrument de mesure le plus souvent utilisé de nos jours est le coefficient de Gini. Mais il ne permet de saisir qu'une partie de la réalité : s'il donne globalement une bonne idée de la distribution des revenus, il ne nous indique pas combien de personnes manquent des ressources les plus essentielles. C'est pourquoi les mesures des inégalités sont généralement complétées par des **mesures de la pauvreté**.

1.1. Revenu et richesse : similitudes et différences

Les mots *revenu* et *richesse* sont souvent employés l'un pour l'autre. À tort. Ainsi, on peut considérer qu'une retraitée vivant dans une maison évaluée à 500 000 dollars est riche, mais si elle touche seulement 100 dollars de retraite par semaine, la plupart estimeront qu'elle a un faible revenu. D'où l'importance de bien comprendre la différence entre revenu et richesse.

Qu'est-ce que le revenu ?

Certaines personnes pensent que leur salaire avant impôts constitue leur revenu, alors que cela correspond rarement à ce qu'elles touchent effectivement chaque mois. C'est pourquoi il est utile de penser en termes de *revenu disponible* (ou de revenu après impôts et transferts), ce qui donne une bien meilleure idée de la quantité d'argent qu'une personne peut effectivement dépenser pour se loger, se nourrir, s'habiller et ainsi de suite.

Dit simplement, le revenu disponible correspond aux flux d'argent que reçoit le ménage (habituellement, les salaires et les prestations versées par l'État) moins ce qui part sous la forme d'impôts. On peut résumer les choses ainsi : les « entrées » et les « sorties ».

- ▶ Du côté des entrées, on peut trouver les salaires ou les paies, les gains provenant d'investissements et les loyers tirés de propriétés. Y figurent également les prestations directes, ou

transferts, versées par l'État, comme les allocations familiales. Certaines mesures du revenu disponible incluent également des avantages non pécuniaires, ou en nature, accordés par l'État, par exemple l'éducation ou les soins de santé, ce qui constitue un apport important pour beaucoup de familles.

- Les sorties comprennent généralement les impôts et autres cotisations, comme pour la sécurité sociale, qui sont versées à l'État, ainsi que certaines sommes versées à d'autres ménages, par exemple une pension alimentaire pour ex-conjoint.

La différence entre le revenu *marchand* (c'est-à-dire le revenu avant impôts et transferts) et le revenu *disponible* est substantielle dans la plupart des pays de l'OCDE. Sans les impôts et les transferts, les inégalités seraient encore plus importantes qu'elles ne le sont actuellement (voir [Section 3.5](#)).

On parle également souvent du revenu en termes de « revenu équivalent d'un ménage » ou de « revenu des ménages par tête ». Voici pourquoi : la taille des ménages peut grandement varier, et si, dans un pays développé, un revenu annuel de 10 000 dollars peut suffire aux besoins d'une personne vivant seule, il risque d'être problématique pour une famille de quatre personnes. Cela ne veut pas dire qu'une famille de quatre personnes a besoin de quatre fois plus qu'une personne célibataire : un seul téléviseur et un seul réfrigérateur peuvent lui suffire. Mais de telles économies d'échelle ne sont pas vraiment applicables dans d'autres domaines tels que l'habillement et la nourriture. La notion de « revenu équivalent » en tient compte. On le calcule en divisant le revenu du ménage par la racine carrée de la taille du ménage. Ainsi, selon un calcul économique classique, pour atteindre le même niveau de bien-être qu'un célibataire dont le revenu est de 10 000 dollars, une famille de quatre personnes devrait avoir un revenu de 20 000 dollars.

Approfondissement – OCDE : Où se situe votre revenu par rapport à l'ensemble des revenus ? Avez-vous une bonne idée de la distribution des revenus dans la société ? L'outil de l'OCDE Comparez votre revenu vous donne les réponses : www.oecd.org/fr/statistiques/comparez-votre-revenu.htm.

Qu'est-ce que la richesse ?

La plupart des gens sentent intuitivement ce qu'est la richesse : de l'argent à la banque, des immeubles et des terres, des actions, des bijoux et des œuvres d'art, des droits à une pension ou, éventuellement, une assurance vie, etc. Mais la richesse a à la fois un aspect positif et un aspect négatif. Nous pouvons avoir des actifs, comme nos économies, mais nous pouvons aussi avoir des passifs, comme des emprunts et des prêts hypothécaires. En combinant ces actifs et ces passifs, on obtient la richesse nette de quelqu'un.

La richesse est une donnée importante pour plusieurs raisons : elle peut constituer un coussin quand quelqu'un perd son emploi ou traverse une mauvaise passe ; elle peut aussi être une source de revenu, par exemple les intérêts versés sur des dépôts bancaires ou les dividendes payés sur des actions ; enfin, elle peut permettre des investissements ponctuels ou de grande envergure, que la personne investisse dans sa propre éducation ou dans l'immobilier.

Mesurer la richesse est une tâche complexe, et tous les pays ne procèdent pas de la même façon : certains y incluent la valeur d'une pension, tandis que d'autres ne le font pas. C'est pourquoi il est important de passer au peigne fin toute mesure de la richesse de façon à déterminer ce dont elle tient compte et ce qu'elle laisse de côté.

Comparer richesse et revenu

La richesse s'accumulant avec le temps, il n'est pas surprenant qu'elle soit généralement plus élevée en moyenne que le revenu. Ainsi, dans les pays de l'OCDE, le revenu moyen disponible par tête des ménages est de 25 908 dollars, alors que la richesse financière nette moyenne par tête des ménages est de 67 139 dollars.

Deuxième caractéristique de la richesse, elle est en général répartie de façon plus inégale encore que le revenu ; autrement dit, les inégalités de richesse ont tendance à être plus prononcées que les inégalités de revenu. Pourquoi est-ce important ? C'est important parce que la richesse peut en soi générer des revenus : donc, plus les inégalités de richesse se creusent, plus elles alimentent les inégalités de revenu. Et comme la richesse est une source

d'investissement, les inégalités de richesse entraînent en se creusant un écart croissant entre les pauvres et les riches en termes de capacités à tirer parti des possibilités d'investissement.

Approfondissement – OCDE : Pour plus de données sur le revenu et la richesse, voir l'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE (www.oecdbetterlifeindex.org) et le portail Données de l'OCDE (<https://data.oecd.org/fr>).

1.2. Mesurer les inégalités : un défi en termes de données

Il y a plusieurs façons d'analyser les inégalités, et chacune d'elles donne une idée différente de la répartition des ressources économiques dans la société, voire à travers la planète. Si on les examine à l'échelle mondiale, on constate que les inégalités de richesse sont extrêmes. Selon le *Global Wealth Report 2014* du Crédit suisse, « la moitié la plus pauvre de l'humanité détient collectivement moins de 1 % de la richesse mondiale », tandis que, selon les calculs de cette banque, les 10 % les plus riches possèdent 87 % des actifs mondiaux, les 1 % les plus riches détenant à eux seuls « près de la moitié de tous les actifs mondiaux ».

De telles études sur la richesse ont quelque chose d'accrocheur, mais elles posent des problèmes. Tout d'abord, et ce n'est pas le moindre, il est très difficile de se procurer des données sur la richesse, d'où la difficulté d'en arriver à des chiffres fiables. C'est l'une des raisons pour lesquelles les inégalités de revenu sont traditionnellement étudiées de plus près.

Approfondissement – OCDE : De façon générale, les inégalités de richesse ont chuté au milieu du xx^e siècle, avant de se creuser ces dernières années. Voir le document de travail de l'OCDE « The Distribution of Wealth » (Bonesmo Fredriksen, 2012), <http://dx.doi.org/10.1787/5k9h28t0bznr-en>.

Comment représenter les inégalités ?

Représenter les inégalités au moyen d'un seul chiffre est une tâche difficile à laquelle on s'est attaqué de différentes façons au fil des années. Le coefficient de Gini, conçu au début du xx^e siècle par l'économiste et statisticien italien Corrado Gini, est probablement l'approche la plus connue aujourd'hui.

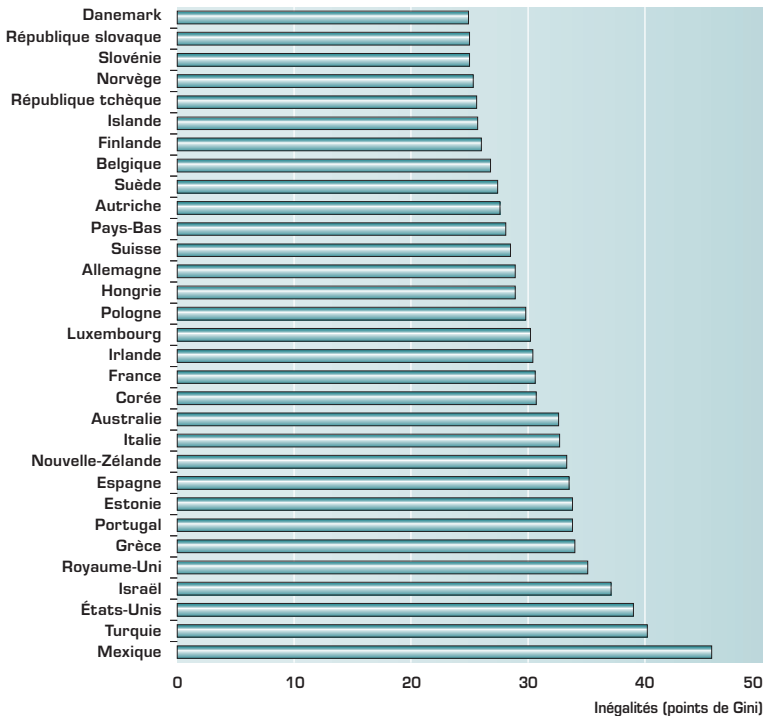
Le coefficient de Gini repose sur une idée des plus simples. La valeur 0 correspond à une société où tous les individus ont un revenu identique : les inégalités y sont donc inexistantes ; à l'autre bout de l'échelle, la valeur 1 correspond à une société où l'intégralité du revenu est entre les mains d'un seul individu : les inégalités y sont donc maximales. Pour être plus faciles à comprendre, les valeurs du coefficient de Gini peuvent être traduites en points de Gini. Il suffit de les multiplier par 100 : pour un coefficient de Gini de 0,28, on obtient ainsi 28 points de Gini. Dans les débats publics on considère parfois qu'un indice de Gini égal ou supérieur à 40 points constitue un seuil critique.

Quelles sont les valeurs « habituelles » de l'indice de Gini ? Dans les pays de l'OCDE, il est en moyenne est de 31.5 points, mais avec des variations importantes selon les pays. Dans les sociétés où les niveaux des inégalités sont les plus faibles, comme la Slovénie et certains pays nordiques, l'indice est compris entre 24 et 28 points de Gini environ, alors qu'il atteint environ 45 points dans les sociétés les plus inégalitaires, comme le Mexique et le Chili.

Les discussions sur les valeurs de l'indice de Gini peuvent tourner autour de différences très faibles, de l'ordre de 1 ou 2 points environ. Cela importe-t-il vraiment ? Parfois. De faibles variations d'une année sur l'autre peuvent traduire des problèmes touchant les données et les calculs, sans que cela reflète nécessairement les réalités économiques sous-jacentes. Mais de faibles changements qui se répètent au fil du temps peuvent très bien être significatifs. « Parce que l'indice de Gini est une mesure qui n'évolue que lentement, des augmentations annuelles de seulement 1 ou 2 points ont vraiment de l'importance », écrit Branko Milanović, un expert de la Banque mondiale en matière d'inégalités.

Données : Dans les pays de l'OCDE, les inégalités de revenu vont de 25 points de Gini dans certains pays nordiques à plus de 40 points de Gini en Turquie et au Mexique.

Inégalités de revenu dans les pays de l'OCDE, 2012



Source : OCDE (2015a), *Portail Données de l'OCDE*, <https://data.oecd.org/chart/4lzS>.

Collecter les données

Mesurer les inégalités est une tâche difficile pour de nombreuses raisons. L'une des difficultés les plus importantes tient à la collecte de données de base sur les revenus. Les deux sources principales des statisticiens – les données fiscales et les enquêtes sur les ménages – ont chacune leurs inconvénients, en particulier lorsqu'il s'agit d'estimer les revenus des personnes à très faible et à très haut revenu.

Enquêtes sur les ménages : Il est fréquent que les personnes les plus aisées ne répondent pas aux enquêtes, et, lorsqu'elles le font, elles ne sont pas toujours disposées à dévoiler intégralement leur situation financière. À l'autre bout de l'échelle, les personnes les plus pauvres sont parfois à ce point en marge de la société qu'elles échappent aux enquêtes.

Données fiscales : Les informations tirées du recouvrement de l'impôt permettent de contourner certains problèmes rencontrés dans les enquêtes, comme en atteste le fait que les revenus des personnes aisées sont plus élevés dans les données fiscales que dans les enquêtes sur les ménages. (De fait, les données fiscales en révèlent généralement bien plus sur la situation des personnes à haut revenu que sur celle des personnes à faible revenu.) Tout n'est cependant pas parfait. Par exemple, le revenu déclaré au fisc est souvent sous-évalué, ce qui peut entraîner une sous-estimation du revenu des personnes à haut revenu. Par ailleurs, dans certains pays, les personnes qui gagnent trop peu pour être imposables ne sont pas toujours tenues de déclarer leurs revenus. Et, dans la plupart des pays, il existe une économie parallèle où les transactions se font en argent comptant et ne sont pas déclarées à l'administration fiscale.

1.3. Mesurer la pauvreté : pauvreté relative et pauvreté absolue

La pauvreté est souvent définie, de façon étroite, en termes de ressources économiques : un manque d'argent pour s'acheter les choses essentielles à la vie. De fait, de nombreuses mesures de la pauvreté sont fondées sur les niveaux de revenu. Mais la pauvreté n'est pas réductible au fait de ne rien avoir dans ses poches. Elle peut également être conçue en termes de jouissance de conditions de vie élémentaires, par exemple avoir un toit et une alimentation nutritive ; d'accès à des services qui facilitent la vie, comme des routes, un système éducatif et des soins de santé ; de protection contre les menaces de violence ; et de capacité de participer aux décisions qui façonneront son avenir ou celui de sa communauté. La pauvreté est multidimensionnelle et l'impact qu'ont ces différentes dimensions est de plus en plus reconnu.

Approfondissement – Essentiels : Pour comprendre ce que signifie vraiment la pauvreté, il faut aller au-delà des chiffres qui font les manchettes, comme y invite le blog OECD Insights, <http://wp.me/p2v6oD-1MH>.

La pauvreté absolue

Selon la conception la plus élémentaire, la pauvreté est souvent envisagée sous la forme d'un seuil de pauvreté : un revenu quotidien déterminé, par exemple 1 dollar par jour, ou un revenu en-deçà duquel une personne n'a pas les moyens de s'acheter un panier de biens et de services de base. On utilise l'expression pauvreté absolue pour désigner ces formes de pauvreté. L'une des mesures les plus connues de cette pauvreté absolue, ou extrême pauvreté, est le seuil de 1 dollar par jour. En 1990, lorsque des économistes de la Banque mondiale l'ont fixé, ce niveau était très proche du seuil de pauvreté dans de nombreux pays pauvres : il correspondait au revenu de base nécessaire pour survivre. Mais, si l'on a choisi « 1 dollar par jour », c'est aussi parce c'était simple et percutant. « Nous voulions que ça ait un impact, a déclaré à la BBC Martin Ravallion, un économiste qui travaillait alors à la Banque mondiale, que les personnes nanties réalisent à quel point beaucoup de gens sont pauvres dans le monde. »

Même si elle semble simple, la notion de 1 dollar par jour est plus complexe qu'il n'y paraît. Pour commencer, il ne s'agit pas d'un véritable dollar américain, mais d'un dollar en parité de pouvoir d'achat (« dollar PPA »). L'utilisation de ce dollar PPA permet de tenir compte des différences de niveau de vie entre les pays : dans un pays riche comme les États-Unis, on ne peut acheter que très peu de choses avec 1 dollar ; dans un pays très pauvre, 1 dollar offre un peu plus de possibilités. Les calculs sont complexes, mais, en termes très simples, 1 dollar PPA correspond au montant qui, dans une devise locale, permettrait d'acheter un bien coûtant 1 dollar aux États-Unis.

Autre difficulté : désormais, ce « 1 dollar par jour » n'est plus « 1 dollar ». Il y a plusieurs années, il a été revu à la hausse, pour atteindre 1.25 dollar, et il était prévu de l'ajuster de nouveau en 2015, pour le porter à environ 1.90 dollar. Dans quelle mesure les données sur la pauvreté mondiale seront-elles affectées par ce changement ?

Difficile à dire. Mais, selon des calculs effectués par des économistes de la Banque mondiale, avec un seuil de pauvreté de 1.92 dollar par jour, il y aurait dans le monde 148 millions de personnes de plus « vivant dans une pauvreté extrême ».

La mesure de 1 dollar par jour ne fait pas l'unanimité. Selon certains de ses détracteurs, le concept est trompeur en ce qu'il peut donner l'impression que les personnes touchées par la pauvreté peuvent compter sur un revenu, même s'il est très faible. En réalité, disent-ils, ces revenus peuvent être imprévisibles et irréguliers : les agriculteurs, par exemple, n'ont parfois qu'une ou deux rentrées d'argent dans l'année, à la fin de la saison des récoltes. Par ailleurs, l'idée d'un revenu de subsistance risque de donner une image exagérément simpliste de la vie de ces personnes pauvres. Comme l'ont montré les travaux des économistes Abhijit Banerjee et Esther Duflo, les pauvres (tous comme les riches) dépensent leurs revenus en prenant des décisions « actives » : par exemple, ils peuvent faire des sacrifices en termes de nutrition afin d'économiser de l'argent qui sera consacré à des fêtes. Comprendre comment ces personnes prennent ces décisions peut jouer un rôle important dans la conception des programmes d'aide nationaux et internationaux.

Cependant, l'idée de mesurer la pauvreté absolue dans les pays en développement en se fondant sur un revenu quotidien déterminé – que ce soit 1 dollar, 1.25 dollar ou environ 1.90 dollar – a eu une grande influence, en particulier parce qu'elle a constitué un point d'ancrage pour le principal Objectif du Millénaire pour le développement sur la réduction de la pauvreté.

Approfondissement – Essentiels : Les perceptions de la pauvreté ont beaucoup changé au fil des siècles, comme l'explique le blog OECD Insights, <http://wp.me/p2v6oD-1zo>.

La pauvreté relative

Le concept de seuil de pauvreté de 1 dollar par jour est généralement utilisé à propos des pays en développement, et non des pays développés. Mais de nombreux pays riches ont également conçu des mesures de la pauvreté absolue, habituellement fondées sur un panier déterminé de biens et de services qui, selon les

estimations des économistes, constituent le minimum de base dont les familles ont besoin pour pouvoir s'en sortir. Faute de consensus international sur ce que devraient contenir ces paniers, les comparaisons internationales de la pauvreté absolue sont cependant très difficiles. C'est pourquoi le concept de pauvreté relative peut s'avérer plus utile dans les pays plus riches. La notion de pauvreté relative ne consiste pas à mesurer la situation économique d'une personne par rapport à un niveau déterminé, mais plutôt à évaluer où cette personne se situe par rapport à tout le reste de la société.

Pour calculer ce qu'est la pauvreté relative, les statisticiens définissent un seuil de pauvreté. Il y a de nombreuses façons de le faire, mais voici comment procède l'OCDE. Tout d'abord, les statisticiens examinent tout l'éventail des revenus dans un pays, des plus faibles aux plus élevés, et déterminent le point séparant la moitié la plus riche de la moitié la plus pauvre : c'est le revenu médian. Puis, ce revenu médian est divisé par deux, ce qui donne le seuil de pauvreté.

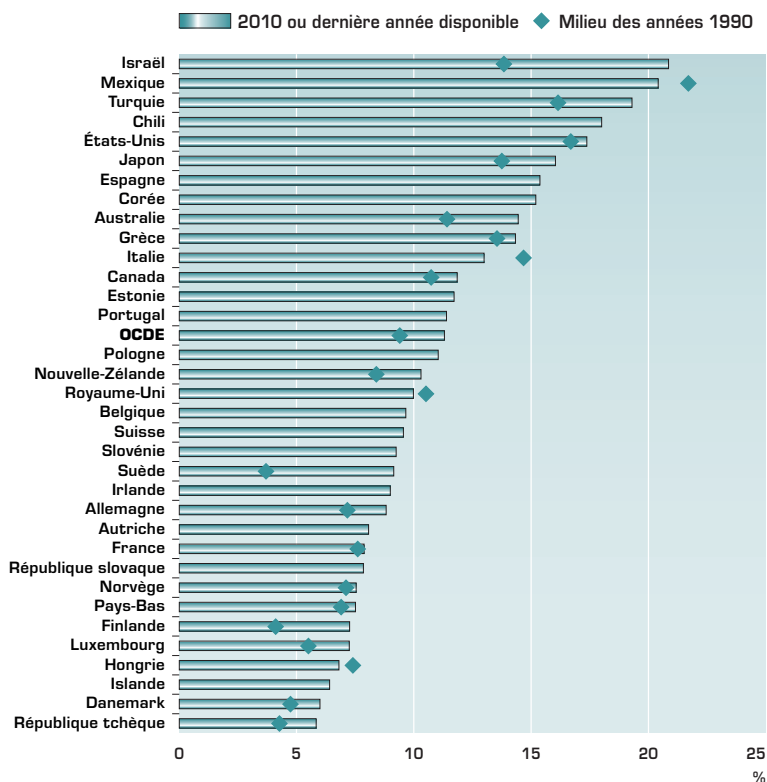
Approfondissement – OCDE : Ces dernières années, la pauvreté a eu tendance à augmenter dans les pays de l'OCDE. Voir les derniers chiffres en date sur le portail Données de l'OCDE, <https://data.oecd.org>.

On obtient le taux de pauvreté en comptant le nombre de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté. Ce chiffre peut encore être affiné grâce à l'« écart de pauvreté », mesure qui correspond au revenu moyen des personnes vivant sous ce seuil. Par exemple, au début des années 2010, en Belgique comme en République tchèque, environ 9 % de la population vivait sous le seuil de la pauvreté. Mais le revenu moyen de ces personnes n'était inférieur que de 19 % environ au seuil de la pauvreté en Belgique, contre 28 % environ en République tchèque. Autrement dit, les personnes pauvres en République tchèque étaient en règle générale plus pauvres que les personnes pauvres en Belgique.

Outre ces mesures globales de la pauvreté, des mesures spécifiques ont également été mises au point afin de cerner la

Données : La pauvreté a progressé dans certains pays de l'OCDE depuis les années 90 ; environ 11 % de la population des pays de l'OCDE vit sous le seuil de la pauvreté.

Tendance des taux de pauvreté dans les pays de l'OCDE depuis le milieu des années 90



Source : OCDE (2014), *Panorama des statistiques de l'OCDE 2014*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/888933036120>.

situation de certains groupes sociaux, en particulier des groupes vulnérables tels que les enfants.

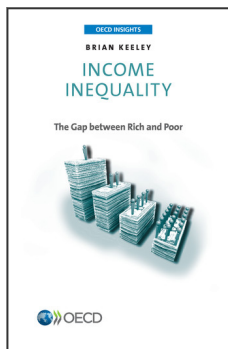
Approfondissement – OCDE : Dans les pays de l'OCDE, les enfants constituent le groupe social le plus susceptible d'être touché par la pauvreté. Pour consulter La base de données de l'OCDE sur la famille : www.oecd.org/fr/els/famille/basededonnees.htm.

La pauvreté multidimensionnelle

Cependant, il est de plus en plus admis que le revenu ne constitue pas à lui seul un indicateur suffisant de la pauvreté et des inégalités économiques, en particulier dans les pays en développement. L'absence d'accès à l'éducation ou aux soins de santé, par exemple, peut tenir en partie à des caractéristiques individuelles comme le sexe, l'ethnie ou le lieu de naissance. De tels manques – tout autant que de faibles revenus – peuvent grandement réduire les opportunités, et ils sont bien plus répandus que ne peuvent l'indiquer les mesures traditionnelles de la pauvreté. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a calculé que la pauvreté multidimensionnelle, synonyme de privations affectant santé, éducation et niveau de vie, frappe au moins 1.57 milliard de personnes dans les 104 pays couverts par son Indice de la pauvreté multidimensionnelle (<http://hdr.undp.org>). C'est beaucoup plus que les quelque 800 millions de personnes qui, selon les estimations, vivent dans l'extrême pauvreté dans le monde (avec 1.25 dollar par jour).

Note

1. Rétameur, tailleur, soldat, marin / Riche, pauvre, mendiant, voleur.



Extrait de :
Income Inequality
The Gap between Rich and Poor

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9789264246010-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

Keeley, Brian (2018), « Revenu et richesse : quelles différences ? », dans *Income Inequality : The Gap between Rich and Poor*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264300408-3-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.